

# INTERNATIONAL

## FRANCOPHONIE

CAHIER THÉMATIQUE I > LE DEVOIR, LES SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 MARS 2017



Les jeunes à l'assaut des changements climatiques

Page 13



Les pays participants profitent d'un renforcement de leurs institutions

Page 14



SIA KAMBOU AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Observatoire souhaite entre autres mettre en valeur les réseaux de contacts des chercheurs en sciences économiques et créer un espace dans lequel ces divers réseaux pourraient communiquer et collaborer entre eux.

## La Francophonie s'offre un observatoire économique

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

C'est en novembre dernier, lors du XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, que le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, annonçait la création de l'Observatoire de la Francophonie économique, situé à l'Université de Montréal, en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). La direction en a été confiée à Marcel Boyer, professeur émérite en sciences économiques de l'Université de Montréal.

La création de cet Observatoire s'inscrit en droite ligne avec la volonté de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de faire de l'économie l'un de ses axes stratégiques. « En agissant de la sorte, le gouvernement du Québec et l'Université de Montréal saisissent l'occasion d'apporter leur pierre à l'édifice et, ainsi, contribuer à la construction d'un espace économique francophone », souligne Marcel Boyer.

### L'Afrique en premier

Les premiers gestes que posera l'Observatoire de la Francophonie économique seront en direction des pays de l'Afrique francophone. « D'abord, nous avons fait le choix de ne pas trop nous éparpiller au départ et donc de concentrer nos premières acti-

« Un des objectifs de l'Observatoire est de mettre en place un réseau international d'économistes francophones »

Marcel Boyer, directeur de l'Observatoire de la Francophonie économique

tivités sur un territoire circonscrit. Ensuite, étant donné le rôle important que jouent les pays africains au sein de la Francophonie, l'Afrique francophone nous est apparue comme le territoire le plus approprié. »

De plus, si les États francophones occidentaux, comme le Québec et la France, possèdent de nombreuses et complètes banques de données économiques, qui permettent ensuite de procéder à de multiples analyses, ce n'est pas nécessairement le cas pour les pays africains francophones. « Il ne faut pas s'imaginer pour autant qu'il n'existe pas de données économiques disponibles pour ces pays. Au contraire, ces données existent, mais les banques de données sont moins complètes que celles des pays occidentaux et, parfois, elles sont moins fiables, car moins bien vérifiées. » L'Observatoire espère par ses

activités contribuer à l'élaboration de banques de données économiques plus complètes et fiables.

### Recenser les chercheurs

La première étape consiste à recenser les chercheurs en sciences économiques, professeurs, doctorants et postdoctorants, susceptibles de collaborer avec l'Observatoire de la Francophonie économique. « La collaboration que nous offre l'Agence universitaire de la Francophonie va nous permettre de mettre en place ce premier défrichage. Inutile ici de réinventer la roue, l'AUF connaît très bien le réseau universitaire africain et est en mesure de trouver pour nous ces chercheurs en sciences économiques. »

Le recensement de ces chercheurs permettra aussi à l'Observatoire de se familiariser avec les réseaux de contacts

de ces derniers. « Tous les chercheurs universitaires, africains ou non, ont des contacts avec d'autres chercheurs à la fois à l'intérieur de leur pays et à l'international. L'un des objectifs de l'Observatoire est de mettre en valeur les réseaux de contacts de ces chercheurs et de créer un espace dans lequel ces divers réseaux pourraient communiquer et collaborer entre eux. »

De plus, l'Observatoire de la Francophonie économique mettra à la disposition des chercheurs africains qui auront choisi de collaborer la plateforme technologique de développement et d'analyses de données économiques Mondo, développé par le Centre inter-universitaire de recherche en analyse des organisations (CI-RANO). « Nous voulons ainsi éviter que les chercheurs africains consacrent trop de temps à monter une base de données. Avec la plateforme Mondo, ils auront accès à une multitude de bases de données économiques ainsi qu'à certains outils technologiques, ce qui leur permettra de se concentrer davantage sur la recherche et l'analyse. »

### Stages et projets de recherche

Les premières actions que proposera l'Observatoire

## Montréal : capitale de la traduction

JEAN-BENOÎT NADEAU  
Collaboration spéciale

« Sur une période de 50 ans, il s'est créé au Québec

une industrie de la traduction extrêmement poussée, sans qu'on s'en rende compte. On ne réalise pas l'importance économique de la traduction au Québec », soutient Louis Fortier, président de l'Association canadienne des juristes-traducteurs, qui estime ce marché à plus de 2,5 milliards de dollars au Québec seulement.

Il fonde son analyse sur une étude de PricewaterhouseCoopers réalisée en 2012 sur le marché mondial de la traduction, évalué à 33 milliards de dollars et qui aurait dépassé les 50 milliards de dollars en 2017. Plus surprenant encore : le Canada, malgré sa petite taille, représente 10 % de ce marché mondial, et le Québec recueille la part du lion avec la moitié de la part canadienne.

Depuis 2011, le Sherbrookois, qui est à la fois avocat et traducteur agréé, milite pour la création d'un Bureau québécois de développement de l'industrie langagière. « C'est une richesse que personne ne défend de façon organisée et dont personne ne fait la promotion de façon cohérente », dit Louis Fortier.

Montréal est pourtant une des capitales mondiales de la traduction : il y aurait plus de 6000 traducteurs au Québec seulement, dont 2000 sont membres de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés (OTTIAQ). Et 80 % des traducteurs canadiens sont formés au Québec.

Cet écosystème de traduction repose sur une série d'usages, de lois et de règlement, comme la loi sur les langues officielles, la Charte de la langue française. « Il est absurde de penser qu'une industrie aussi considérable ne jouit d'aucune représentation », déplore Louis Fortier en évoquant des efforts disparates, et parfois accidentels. L'initiative du Québec en faveur de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en est un exemple.

« Songez seulement que le Code civil du Québec est traduit en espagnol et en mandarin. Ça veut dire que notre ca-

pacité de traduction n'est pas seulement défensive : notre industrie langagière nous permet aussi de porter ailleurs nos idées, nos usages, nos produits et nos services. L'industrie langagière est indissociable du rayonnement culturel et économique du Québec, et on n'en est pas conscients. »

### La bataille du 40.1

Cette idée d'un Bureau de développement de l'industrie langagière a pris forme vers 2012, dans la bataille pour le maintien de l'article 40.1 de la Loi sur les valeurs mobilières. Cet article oblige les entreprises cotées en Bourse à produire en français les divers types de prospectus visant à informer le public. C'est au cours d'un congrès en 2011 que Louis Fortier apprend par la bande que l'Autorité des marchés financiers s'appête à édulcorer cette obligation en exigeant la production de simples résumés en français.

Avec l'appui de l'OTTIAQ, du Barreau et de l'Ordre des comptables, Louis Fortier part en croisade.

« Il a fallu se battre contre les gouvernements Charest, Marois et Couillard. Bizarrement, les plus difficiles à convaincre étaient les membres du gouvernement Marois, dit-il. On est passé très près de perdre l'article 40.1, mais ça reste un combat. » Lors de la vente de Rona au printemps 2016, c'est Louis Fortier qui prendra l'initiative de déposer une mise en demeure auprès de l'entreprise, qui s'est alors exécutée.

« Il ne s'agit pas ici de protéger une activité en détresse comme une association de typographes », dit Louis Fortier. L'industrie langagière est un secteur économique en forte croissance — à hauteur de 7 % par an aux États-Unis. La traduction est une des activités intellectuelles les plus poussées sans laquelle il n'y a pas d'échange possible. « Mais on veut des traductions qui soient faites par des personnes, pas des machines, et par des gens qui maîtrisent nos usages culturels. C'est une marque de respect. »

### Langagiers ou traducteurs ?

L'organisme sectoriel qu'envisage Louis Fortier doit être élargi à tous les langagiers plutôt que d'être réservés aux

VOIR PAGE 12 : TRADUCTION



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

80 % des traducteurs canadiens sont formés au Québec.

VOIR PAGE 12 : ÉCONOMIE

## INTERNATIONAL

## Gérer la fracture numérique

La francophonie est multiple et, sur ses territoires, l'accès au numérique l'est tout autant. Néanmoins, chaque jour, de plus en plus d'individus sont branchés. Ne reste plus maintenant qu'à gérer le phénomène de fracture numérique... Vaste programme.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

« Jeunesse francophone et enjeu numérique » est le thème d'un mini-colloque qui se tiendra au Musée national des beaux-arts du Québec, le lundi 20 mars prochain, dans le cadre de la Journée internationale de la Francophonie.

Des sujets comme l'accès au numérique, l'engagement citoyen des jeunes et les pratiques d'échange et de consommation de produits culturels seront abordés. Cette rencontre est aussi l'occasion de dévoiler une importante plateforme numérique, le Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone qui regroupe une foule de données pour la première fois réunies dans un même outil (voir encadré ci-contre).

C'est à Richard Marcoux qu'on doit l'organisation de ce mini-colloque. Celui qui est coordonnateur du Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines (GIERSA) et professeur titulaire au Département de sociologie de l'Université Laval est aussi directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF). L'Observatoire existe depuis 2009. Il est né pour donner suite à une recommandation du Sommet de la Francophonie qui avait eu lieu à Québec l'année précédente. « C'est en 2012 qu'on a voulu faire en sorte qu'il y ait des activités soutenues autour de la Journée internationale de la Francophonie et tout naturellement on s'est mis en couple avec l'Agence universitaire de la francophonie pour organiser une activité de recherche universitaire », explique Richard Marcoux. Ce mariage avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) dure donc depuis cinq ans maintenant et, cette année, ce sont les enjeux du numérique qui ont retenu l'attention des chercheurs québécois et étrangers qui participeront au mini-colloque.

Depuis trois ans, l'ODSEF travaille en collaboration avec la Direction de l'éducation et de la jeunesse de l'Organisation internationale de la Francophonie à la publication d'un portrait de la situation des jeunes dans l'espace



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

L'enjeu numérique prend de plus en plus de place dans la vie des jeunes dans l'espace francophone.

francophone pour qui, de plus en plus, l'enjeu du numérique prend une place importante. « Dans ce rapport rendu public lors du dernier Sommet de la Francophonie à Madagascar on aborde de nombreux autres éléments. On y retrouve des convergences importantes, par exemple le chômage généralisé chez les jeunes. Ailleurs, des contrastes forts apparaissent que ce soit au sujet de l'éducation ou dans le domaine

des aspirations en matière familiale », explique le professeur.

#### La fracture numérique

Une fracture numérique est très marquée dans l'axe nord-sud même si des progrès considérables ont été faits. « Et ces écarts se ressentent à l'intérieur même des pays du Sud », affirme Richard Marcoux tout en ajoutant que « cette fracture, elle est aussi générationnelle et encore plus évidente en Afrique ».

Lors du colloque, on présentera les résultats d'enquêtes menées dans une vingtaine de villes africaines effectuées en 2015-2016. On y trouvera de l'information sur l'utilisation des médias sociaux, la régularité des branchements Internet et « ce qu'on y trouve aussi c'est une différence extrêmement prononcée entre les moins de 35 ans et les plus âgés. Les plus de 35 ans qui ont été sociabilisés dans un environnement où parfois il n'y avait même pas d'électricité n'ont jamais été exposés au numérique alors que leurs enfants et petits-enfants y sont en plein dedans », lance le chercheur.

Rappelons que les réseaux de téléphones cellulaires se sont propagés à une vitesse folle en Afrique, ce qui a permis une certaine ouverture au numérique. Richard Marcoux se souvient d'être allé au Mali dans les années 1980, « il y

#### Tableau de bord de la jeunesse

Les étudiants, les chercheurs et les décideurs qui tentent d'obtenir de l'information sur la jeunesse mondiale doivent consulter de nombreuses sources, comme par exemple les sites de l'UNESCO ou de l'UNICEF, dans lesquelles il n'est pas toujours facile de se repérer. Le Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone qui sera dévoilé à l'occasion du mini colloque de l'AUF permettra dorénavant de centraliser toute cette information et de pouvoir examiner les situations ou les contextes différents à l'échelle des pays, des régions ou à celle des espaces linguistiques.

La plateforme se divise en quatre modules. Tout d'abord le module Population et structure d'âge, constitué à partir des données de la division Population des Nations unies. Pour le module Travail, les données qui alimentent le Tableau proviennent de l'Organisation internationale du travail. On a fait appel à l'Institut de statistique de l'UNESCO afin de compléter le module Scolarité. Le quatrième module intitulé Francophonie présente des données sur le dénombrement des jeunes francophones, « un sujet novateur, plus proche des travaux qu'on mène ici à l'Observatoire. En collaboration avec l'OIF, on a développé différentes méthodes pour mieux cerner la question du dénombrement des francophones », précise Laurent Richard, professionnel de recherche à l'ODSEF.

avait un bottin téléphonique de 6000 abonnés pour tout le pays. L'équivalent du bottin de Nicolet au Québec! Aujourd'hui, on annonce qu'il y a 13 millions d'abonnés au pays ». Pourtant, l'usage du réseau est très différent selon qu'on a plus ou moins de 35 ans.

Les plus jeunes sont sur les réseaux sociaux, ils vont au-delà de la simple communication et échangent du contenu. « Mais même chez ces plus jeunes, on observe une fracture. Certains ne consultent jamais Internet. Il existe des poches d'"innumérisme" assez importantes parce que des gens sont encore aujourd'hui en dehors de l'école », dira le professeur. Il ajoute que « l'arrivée du numérique a amplifié les fractures, permettant à ceux qui ont accès à l'éducation et à des moyens économiques de s'approprier ces outils et creusant un gouffre avec les autres ».

On observe encore une autre fracture, qui se situe entre l'Afrique du Nord et l'Afrique plus au sud. « Dans nos études, on compare les villes du Maghreb et celles de l'Afrique subsaharienne pour constater qu'en Afrique du Nord le développement s'est fait depuis longtemps à travers les réseaux sociaux et est indissociable du Printemps arabe ».

On entend souvent que les jeunes se désintéressent de la politique. Richard Marcoux constate quant à lui que « les jeunes s'intéressent peut-être moins à la politique traditionnelle, mais ont des engagements sociaux importants. Ils s'impliquent dans de nombreuses activités sociales et en Afrique, où la jeunesse représente un poids démographique important, c'est la jeunesse qui prend de plein fouet les crises économiques et les crises politiques. Ce n'est donc pas étonnant que cette même jeunesse soit sortie lors du Printemps arabe ».

20 mars 2017  
Journée internationale de la Francophonie



L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES COMME SOLUTION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
le 21 mars 2017, au salon Americana, à Montréal

Pour en savoir plus : [www.ifdd.francophonie.org](http://www.ifdd.francophonie.org)



americana

21 au 23 mars 2017  
Montréal, Canada

PRENEZ PART AU PLUS GRAND ÉVÉNEMENT ENVIRONNEMENTAL MULTISECTORIEL D'AMÉRIQUE DU NORD!

Organisé par Réseau Environnement

## TRADUCTION

SUITE DE LA PAGE 1 1

seuls traducteurs. D'abord parce que l'activité des traducteurs est quasi indissociable de celle des terminologues et des correcteurs-réviseurs. Elle implique les universités qui forment les traducteurs, les gouvernements. Des dizaines de milliers d'entreprises font usage de langagiers, sans compter celles qui font commerce du langage, comme Druide informatique ou n'importe quel éditeur. Sans oublier tout le secteur naissant de l'intelligence artificielle où l'analyse

du langage revêt la dimension de Saint-Graal.

Le projet profite de quelques précédents instructifs. Il existe à Toronto une Association de l'industrie de la langue (AILIA), qui dispose de peu de moyens. Mais en fait, son idée ressemble davantage à la GALA (Globalization and Localization Association), une association qui regroupe des milliers de langagiers américains et étrangers, dont les objectifs s'apparentent à ceux de Louis Fortier.

Ce Bureau de développement de l'industrie langagière n'empiéterait pas sur les terres de l'OTTIAQ, qui est un ordre professionnel, ou sur celles du Conseil supérieur de

la langue française et de l'Office québécois de la langue française. Il n'existe aucun organisme sectoriel québécois capable d'influer sur l'application des politiques linguistiques des gouvernements ou des compagnies québécoises mondialisées.

« L'aéronautique, le transport, c'est très important, mais ça ne nous définit jamais autant que la langue. L'industrie langagière est intimement liée à qui nous sommes — à notre identité. Je pense que c'est la raison suprême pour laquelle il nous faut un Bureau de développement de l'industrie langagière. Nous ne pouvons pas nous permettre, collectivement, de ne pas l'avoir. »

## ÉCONOMIE

SUITE DE LA PAGE 1 1

porteront sur l'organisation de stages. « Les stages, qu'ils soient d'un mois ou de six mois, s'adresseront principalement aux doctorants et postdoctorants, sans pour autant exclure les professeurs. Mais nous souhaitons que ces stages soient dans les deux sens. Oui, faire venir ici au Québec des doctorants et postdoctorants africains, mais aussi, favoriser l'envoi d'étudiants québécois en stage dans des universités africaines. »

Les secondes actions porteront sur des projets de recherche. « L'Observatoire pourra proposer et lancer des recherches qui seront alors effectuées par ses partenaires chercheurs et leurs institutions. Mais ces recherches et analyses économiques devront

s'arrimer aux réalités économiques de nos partenaires et des pays dans lequel ils œuvrent. Nous voulons que les travaux de l'Observatoire soient pertinents et s'insèrent dans les préoccupations des acteurs locaux. »

Un autre rôle qu'assumera l'Observatoire de la Francophonie économique est celui de faciliter et de renforcer le réseautage. « Nous voulons que les bases de données économiques, les recherches et les analyses qui entreront dans le giron de l'Observatoire puissent d'abord être partagées entre nos membres, mais aussi ensuite mises à la disposition des organisations, gouvernementales ou privées, impliquées dans le développement économique afin de soutenir la mise en place de politiques et d'initiatives économiques. »

#### Réseau international

Si l'Afrique francophone est

le premier territoire où se déploieront les premières activités de l'Observatoire de la Francophonie économique, elle n'entend pas évidemment s'y limiter. « Dès que l'observatoire aura atteint une certaine maturité en Afrique, nous allons essayer ailleurs dans toute la Francophonie. Un des objectifs de l'Observatoire est de mettre en place un réseau international d'économistes francophones. »

Comment, au-delà de sa popularité, mesurera-t-on le succès de l'Observatoire de la Francophonie économique? « Dans un premier temps, par la pertinence des recherches et analyses auxquelles aura participé l'Observatoire. Mais sur une période plus longue, il faudra évaluer si les recherches et analyses économiques auxquelles l'Observatoire a participé ont réellement contribué à stimuler des activités économiques. »

## INTERNATIONAL



PIUS UTOMI EKPEI AGENCE FRANCE-PRESSE

De jeunes Africains trouvent le moyen de recycler une foule de matériaux, certains pour fabriquer des ordinateurs, d'autres des toitures plus efficaces que des toits de tôle.

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Les jeunes à l'assaut des changements climatiques

CLAUDE LAFLEUR

Collaboration spéciale

Les jeunes — et particulièrement les jeunes entrepreneurs — pourraient bien être la clé de la lutte que nous devons mener contre les changements climatiques.

C'est dans cet esprit que l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) organise une table ronde sur le thème «L'entrepreneuriat des jeunes comme solution aux changements climatiques: La Francophonie en action», qui se tiendra à Montréal le 21 mars à l'occasion du congrès Americana.

«Nous organisons une session d'échanges et de partage d'expériences sur l'entrepreneuriat comme solution aux changements climatiques dans l'espace francophone», explique Arona Soumaré, spécialiste en négociation internationale à l'IFDD. «À travers l'espace francophone, nous retrouvons quantité de jeunes entrepreneurs qui s'activent et qui développent des solutions innovantes pour répondre à des enjeux climatiques.»

«Et puisque Americana réunira une panoplie d'acteurs dans le domaine de l'environnement — sur toutes les formes d'innovations environnementales —, poursuit M. Soumaré,

nous profitons de ce salon pour rassembler des jeunes qui viennent de différents horizons de l'espace francophone pour leur permettre d'échanger et de renforcer nos capacités francophones à lutter contre les changements climatiques.»

Arona Soumaré se dit souvent renversé par la créativité dont font preuve les jeunes, «qui ont vraiment toute sorte d'idées d'inventions et d'innovations», remarque-t-il. Il cite ainsi l'exemple de jeunes Africains qui trouvent le moyen de recycler une foule de matériaux, certains pour fabriquer des ordinateurs ou d'autres des toitures plus efficaces que des toits de tôle. Il cite aussi l'exemple amusant d'un jeune qui a conçu un sac muni de capteurs solaires. «Vous placez votre cellulaire ou votre tablette dans ce sac, décrit-il, et quand vous vous promenez au soleil ou allez à la plage, les capteurs solaires du sac rechargent votre appareil!»

D'un peu partout dans la francophonie, on voit donc des jeunes qui pensent innovation, recyclage et économie, observe-t-il. «Et ces jeunes ont une capacité absolument étonnante d'absorber les nouvelles idées», souligne-t-il. Ils imaginent des tas de produits utiles qu'ils rêvent de mettre en marché. Et nous,

nous cherchons à les faire avancer.»

### L'économie verte

«Je suis responsable d'un programme de négociations internationales sur l'environnement et le développement durable», explique ce spécialiste de l'IFDD.

Or, l'une des grandes préoccupations de l'IFDD en ce moment est la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques dans l'espace francophone. L'Institut travaille en outre à la promotion de l'économie verte, notamment à travers la création d'«emplois verts» pour les jeunes.

Arona Soumaré relate que l'IFDD a été créé en 1988 dans le but premier de s'occuper des questions d'énergie; on parlait alors de l'Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français.

«Cela correspondait à une période de crise énergétique», rappelle-t-il. L'Institut se voulait alors un outil pour agir dans le secteur de l'énergie. Mais au fur et à mesure que les priorités internationales ont évolué vers les enjeux de développement durable, l'organisme a également évolué, de sorte qu'en 2013, il est devenu l'Institut de la Francophonie du développement durable. «En plus des enjeux de politiques énergétiques,

précise M. Soumaré, nous nous préoccupons désormais des questions sur l'économie verte et de développement durable.»

Concrètement, l'IFDD s'assure que les pays francophones soient fin prêts lors des phases de négociation internationale, comme lorsque vient le temps d'appliquer les accords conclus en lien avec le climat et le développement durable.

Par exemple, à l'occasion des négociations qui ont eu lieu à Paris à l'automne 2015, l'IFDD a mis en place des dispositifs d'accompagnement des pays francophones pour ces négociations. «Il s'agissait de nous assurer qu'ils comprennent très bien les enjeux et que leur voix et leurs positions étaient prises en compte lors de ces négociations», résume Arona Soumaré.

«Et une fois ces conventions signées, comme dans le cas de la Convention de Paris sur le climat, les pays rentrent à la maison avec des devoirs et des engagements à remplir, poursuit-il. Nous les aidons donc à faire face à leurs engagements et obligations en les appuyant sur le plan technique et scientifique.»

### Stimuler des partenariats

Plus globalement, l'IFDD cherche constamment à développer et à renforcer les capa-

rités des différentes catégories d'acteurs, rapporte M. Soumaré, non seulement les États et les gouvernements, mais également la société civile, les provinces et territoires, le secteur privé, les jeunes, les femmes, etc. «On leur fournit donc des outils de renforcement de leurs capacités en français», dit-il.

C'est dans cet esprit que l'IFDD organise une table ronde lors du 12<sup>e</sup> Salon International des technologies environnementales Americana.

Organisée en collaboration avec Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJQ), cette table ronde s'inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les change-

ments climatiques financé par le Fonds vert du gouvernement du Québec.

«On veut faire se rencontrer des jeunes qui en sont à diverses phases de développement et qui pourraient s'aider à passer du stade de l'idée de projets à projet en tant que tel», précise Arona Soumaré.

On cherche à établir ce qu'il faut pour développer une entreprise sur le plan entrepreneurial, sur le plan marketing, etc. «Cette table ronde nous donnera l'occasion de rencontrer des experts et des entrepreneurs qui sont à différents niveaux», dit-il. Ce que nous nous cherchons à l'IFDD, c'est à faire avancer les projets.»



Programme canadien de bourses de la Francophonie

RENFORCER LES INSTITUTIONS

De 1987 à 2015 le Programme a permis d'offrir près de 2,400 bourses à des personnes qualifiées provenant des 37 pays de la Francophonie bénéficiaires de l'aide publique au développement du Canada.

[www.boursesfrancophonie.ca](http://www.boursesfrancophonie.ca)



Affaires mondiales Canada

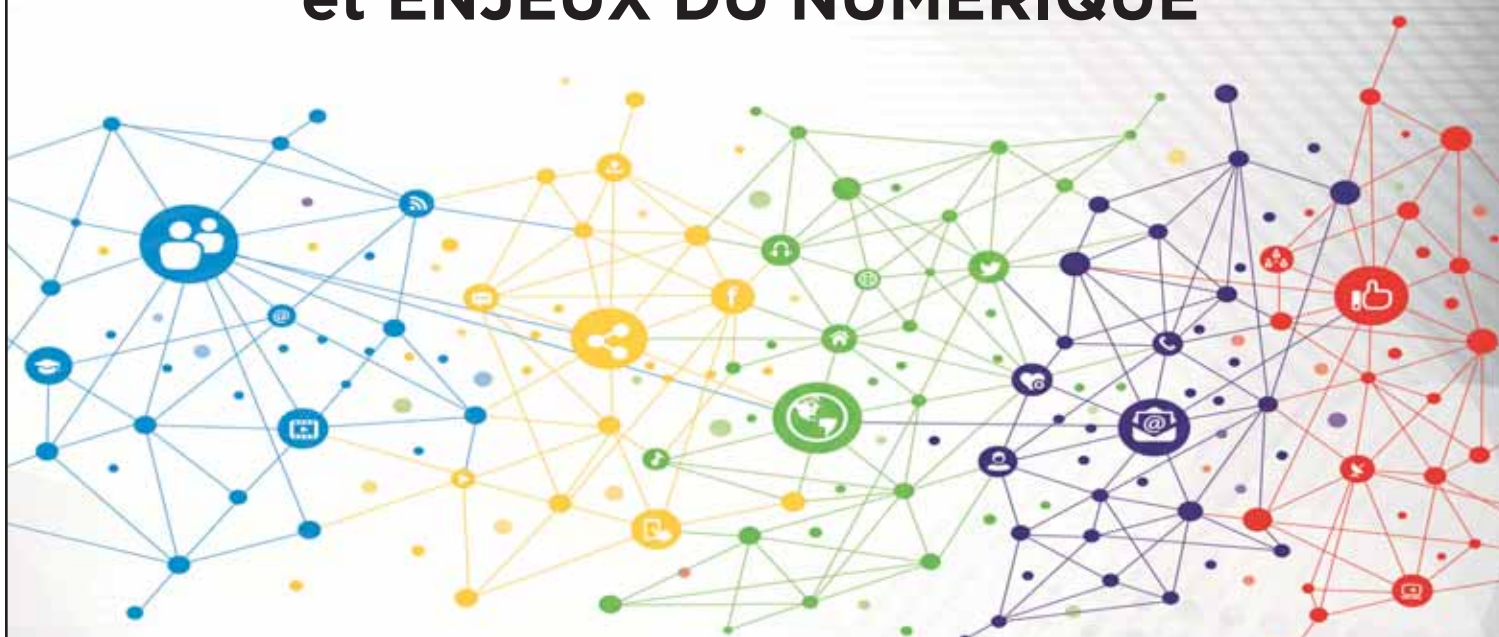
Global Affairs Canada



WUSC EUMC

Dans le cadre de la Journée internationale de la Francophonie 2017

## Jeunesse francophone et ENJEUX DU NUMÉRIQUE



Lundi 20 mars 2017

18 h 00 Accueil

18 h 15 Table ronde *État des lieux sur les jeunes et le numérique dans l'espace francophone*

19 h 45 Lancement officiel du *Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone*

Jusqu'à 21 h 00 Cocktail dînatoire

Musée national des beaux-arts du Québec

Pavillon Lasonde, salle Espace Nord

179 Grande Allée Ouest  
Québec (Québec) G1R 2H1

Activité ouverte à tous et gratuite

Inscription requise : [ameriques@auf.org](mailto:ameriques@auf.org)

[www.20mars.francophonie.org](http://www.20mars.francophonie.org)

#mon20mars



Ce cahier thématique a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir* grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. Pour toute demande d'information quant au contenu de ce cahier, vous pouvez contacter par courriel Loïc Hamon, directeur des publications spéciales, à [lhamon@ledevoir.com](mailto:lhamon@ledevoir.com). Pour vos projets de cahiers ou toute autre information au sujet de la publicité, vous pouvez contacter Mark Drouin, vice-président des ventes publicitaires, à l'adresse courriel [mark.drouin@ledevoir.com](mailto:mark.drouin@ledevoir.com).

## INTERNATIONAL

PROGRAMME DE BOURSES DE LA FRANCOPHONIE

## Les pays participants profitent d'un renforcement de leurs institutions

Il y a 30 ans, le « Programme de bourses de la francophonie » était implanté dans la foulée du deuxième Sommet de la Francophonie tenu à Québec, en 1987. Plus de 2400 bourses ont depuis été octroyées dans le but de consolider les capacités des pays d'où proviennent les bénéficiaires. Tour d'horizon de son évolution au fil du temps.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

Le ministère Affaires mondiales Canada finance ce programme qui s'étend de janvier 2015 jusqu'en décembre 2019; il est supervisé conjointement par le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) et par l'Entraide universitaire du Canada (UMC). Son directeur, Tony Toufic, rapporte que, lors de son lancement, « c'était un programme d'excellence dont la totalité du processus était géré unilatéralement au Canada; il couvrirait alors tous les pays de la francophonie ».

Il s'est produit un virage majeur, en 2005, à la suite d'une évaluation en profondeur de ses retombées. Parmi les constats, on s'est rendu compte « qu'il existait un taux très important de "non-retour" des boursiers qui venaient étudier ici, explique M. Toufic. Le taux de ceux qui ne retournaient pas vers leurs pays d'origine au terme de leur formation avoisinait les 50%, et même davantage. Bien sûr, c'était considéré comme une fuite des cerveaux financée ».

Une phase de transition s'est par conséquent produite à partir de là et jusqu'en 2009; elle a engendré la mise sur pied du modèle actuel de programme de bourses, qui doit permettre le renforcement des capacités des institutions des pays bénéficiaires. « Ce qui constitue son objectif majeur », souligne-t-il. Ainsi, de 2009 à 2014, le taux de retour est passé de 50% approximativement à 87%.

#### Le resserrement des normes

Les règles ont changé pour arriver à ce résultat, comme le précise le directeur: « Ne sont admissibles que les personnes qui occupent une fonction au sein d'institutions bénéficiaires; celles-ci doivent s'engager à leur retour à les réintégrer dans des postes de façon à ce qu'elles puissent transmettre leurs acquis. » Auparavant, tous les pays de la francophonie étaient admissibles, mais là encore la formule a été revue pour limiter l'accès au programme à 37 pays.

M. Toufic détaille les conditions qui leur sont imposées:

« Ils doivent évidemment être membres de la Francophonie. Deuxièmement, ils doivent être bénéficiaires de l'aide publique au développement du Canada. »

En fonction des budgets qui sont disponibles, il a été décidé par la suite d'appliquer un mode de fonctionnement basé sur les années-bourses (une année de formation): « On peut financer annuellement jusqu'à 256 années-bourses et, à la suite d'un arbitrage émanant du ministère, il a été convenu qu'il y a des pays qui peuvent recevoir seulement une année-bourse alors que d'autres peuvent en obtenir 16. »

Seuls les programmes universitaires de deuxième et de troisième cycles, les stages postdoctoraux, de même que les formations collégiales professionnelles et techniques font partie de l'éventail des programmes disponibles.

#### Les jeunes professionnels favorisés

Les stages postdoctoraux s'inscrivent dans le paysage depuis 2009: ils rejoignent des

personnes qui sont soit des professeurs adjoints, soit de jeunes chercheurs dans les pays bénéficiaires; ils occupent une fonction et ont obtenu leur doctorat dans les cinq années qui précèdent la demande de bourse.

Les détenteurs d'une bourse viennent ici pour partager leurs connaissances et leur expertise dans divers centres et dans différents champs de recherche; leur séjour peut s'étendre sur une période de 10 mois. À la suite de la décentralisation des processus amorcée lors du virage de 2009, « chaque pays choisit ses priorités de formation en fonction de ses priorités nationales », affirme le directeur.

Il fournit ces exemples: « Pour le Mali, ce sont les statistiques et l'administration publique, pour la Côte d'Ivoire, on parle du secteur minier et, dans d'autres pays, on cible la bonne gouvernance. Selon chaque endroit, il y a à la fois des secteurs très pointus et d'autres, d'intérêt plus général, qui émergent. »

Il cite le cas d'Imane Jroundi, médecin et professeure adjointe à l'Université internationale de Rabat, au Maroc, actuellement en stage à l'hôpital Sainte-Justine avec l'Université de Montréal: « Elle poursuit une recherche sur les maladies respiratoires chez les enfants, qui causent le plus



SOURCE IMANE JROUNDI

Imane Jroundi, médecin et professeure adjointe à l'Université internationale de Rabat, au Maroc, actuellement en stage à l'hôpital Sainte-Justine avec l'Université de Montréal

haut taux de mortalité infantile dans son pays. »

Il s'agit véritablement d'un stage de valeur ajoutée et de partage, ce qui rejoint complètement la thématique du cahier de cette année: « On ne parle pas juste de transfert et de transmission du savoir, parce que le centre de recherche qui reçoit le boursier bénéficie lui aussi du séjour. » Dans 75% des cas, les stages engendrent dans leur sillage des partenariats de recherche entre l'institution d'ac-

cueil et celle d'où émane le stagiaire: « Il y a là un effet domino très intéressant. »

#### Programmes sur mesure

Tony Toufic, compte tenu du mauvais sort qui est réservé à nombre d'autres programmes du même ordre, souhaite que celui des bourses de la francophonie perdure. Il en fournit la raison: « Il n'existe plus beaucoup de programmes de bourses. Le nôtre subsiste parce qu'il comporte vraiment

un élément valorisant: c'est une bourse qui sert à avoir un effet de levier dans le renforcement des capacités et des compétences pour ceux qui en sont bénéficiaires. »

Il en cerne cet autre aspect positif: « On se situe dans des pays qui sont en développement, en transition; leurs besoins évoluent et les attentes, pour la suite des choses, c'est qu'on puisse continuer à aller de l'avant avec un programme qui s'inscrit dans cette mouvance. » Des mesures ont déjà été prises pour y arriver: « Depuis deux ans, on a commencé à mettre en place des programmes sur mesure qui vont répondre à certains de ces besoins », note-t-il.

Il en va de même pour l'Afrique de l'Ouest francophone, où les jeunes chercheurs accusent un certain retard, par rapport à leurs collègues de l'Afrique anglophone, dans leur quête de ressources pour financer leurs projets: « On est en train de monter un programme qui va faire en sorte que tous nos stagiaires postdoctoraux pourront suivre des séminaires pour apprendre comment s'y prendre pour dénicher des fonds de recherche. »

De multiples initiatives du genre sont prises pour s'assurer que le programme ait toujours le vent dans les voiles.

# LE FRANÇAIS C'EST DANS L'ADN DE L'UdeM

Depuis toujours, l'Université de Montréal parle, pense et partage en français. Plus que jamais, elle s'engage à continuer de promouvoir cette langue qui contribue à la diversité linguistique et culturelle.

[francais.umontreal.ca](http://francais.umontreal.ca)

Bureau de valorisation de la langue française  
et de la Francophonie

Université   
de Montréal

## La langue française à l'honneur

Chaque année, le mois de mars marque le point de départ des célébrations de la francophonie. Durant un mois, diverses activités célèbrent la langue française, avec pour point d'ancrage la Journée internationale de la francophonie, soulignée chaque année le 20 mars, en commémoration de la création, en 1970 à Niamey, au Niger, de la première agence francophone, qui deviendra l'Organisation internationale de la Francophonie.

Au Québec, les festivités qui promeuvent la culture d'expression française battront leur plein du 13 au 26 mars dans le cadre de la Francofête organisée par l'Office québécois de la langue française. Jeux, concours, remise de prix et autres activités sont au rendez-vous de l'édition 2017.

Pour prendre connaissance de toutes les activités organisées au Québec, on peut consulter le site de la Francofête ([www.francofete.qc.ca](http://www.francofete.qc.ca)). Pour s'informer sur les activités qui ont lieu dans les 84 États et gouvernements de l'OIF ou bien dans ceux où le français est moins parlé, visitez le site [20mars.francophonie.org](http://20mars.francophonie.org).